

Résolution sur les prisonniers politiques à Cuba, en particulier le cas de Félix Navarro et de sa fille Saylí Navarro

2026/2874(RSP) - 17/09/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 374 voix pour, 198 contre et 19 abstentions, une résolution sur les prisonniers politiques à Cuba, en particulier le cas de Félix Navarro et de sa fille Saylí Navarro.

Le texte adopté en séance plénière a été déposé par les groupes PPE, ECR et Renew.

La répression du régime cubain s'intensifie à travers une campagne de répression, de détention arbitraire, de torture, de surveillance, de harcèlement et de persécution des militants, des journalistes indépendants, des chefs religieux et de leurs familles. 304 actions répressives et un nombre record de 1339 prisonniers politiques ont été recensés en août 2026. Le régime recourt systématiquement à l'exil forcé et menace de séparer les familles comme outil de répression, conditionnant la libération à l'acceptation de l'expulsion du pays.

Félix Navarro, dissident historique et défenseur des droits humains âgé de 72 ans, figurait parmi les prisonniers du Printemps noir de 2003. Sa fille, Saylí Navarro, a cofondé l'organisation Damas de Blanco, lauréate du prix Sakharov. Ils purgent respectivement des peines de 9 et 8 ans de prison pour avoir enquêté sur le sort des personnes arrêtées après les manifestations historiques du 11 juillet 2021.

Félix Navarro a été libéré en janvier 2025 suite à un accord négocié par l'Église catholique, mais sa libération a été révoquée en avril 2025. Souffrant de diabète et de maladies respiratoires chroniques aggravées par des années d'incarcération et de mauvais traitements, Félix Navarro a été violemment agressé par des gardiens de prison en avril 2026, puis placé à l'isolement. Tous deux ont refusé l'exil proposé comme condition de leur libération.

Le Parlement a condamné avec la plus grande fermeté l'intensification de la répression et les violations systématiques des droits humains perpétrées par le régime cubain à l'encontre des prisonniers politiques et de leurs familles. Il a exigé la libération immédiate et inconditionnelle de Félix Navarro, de Saylí Navarro et de tous les autres prisonniers politiques.

Il a également condamné la torture et les mauvais traitements inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques par le régime cubain et a rappelé aux autorités leur obligation de garantir la sécurité physique des prisonniers.

Les députés ont exprimé leur vive inquiétude face à la détérioration de l'état de santé de Félix Navarro et ont exhorté le régime à lui garantir, ainsi qu'à tous les autres détenus, des soins médicaux immédiats, adéquats et indépendants. Ils ont réaffirmé la nécessité de procès équitables et de l'indépendance de la justice et ont demandé l'abrogation du Code pénal répressif.

En l'absence de mesures concrètes et vérifiables en faveur d'une démocratie pluraliste, le Parlement a réitéré son appel à la suspension immédiate de l'accord de dialogue politique et de coopération avec Cuba, ainsi qu'à l'application de sanctions de l'UE contre les responsables de la répression dans le pays, en particulier Miguel Díaz-Canel.